

Le développement des agroénergies dans les pays du Sud. Etude de cas du *Jatropha curcas* au Sénégal. Forum international sur l'accès à la terre dans le contexte de crise alimentaire, écologique, économique et financière mondiale. Atelier accès à la terre et agrocarburants : les 18 et 19 avril 2009 à Montreuil, France.

Auteurs : Bosco Bashangwa Mpozi\*<sup>1</sup> et François Houtart<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Unité d'économie rurale et développement, Agro Bio Tech Gembloux-Université de Liège

<sup>2</sup>Centre Tricontinental Louvain-La-Neuve

## Résumé

L'accès aux services énergétiques est l'une des voies qui permettra à l'Etat sénégalais de répondre aux exigences des Objectifs du Millénaire pour le Développement qui prônent la satisfaction des besoins sociaux de base tout en assurant le développement économique. Le choix de *Jatropha curcas* dans le programme REVA (Retour vers l'Agriculture) du Sénégal s'explique par la propagande faite par les promoteurs qui le considèrent comme une culture miracle la plus prometteuse et une source d'énergie pour les pauvres. Cependant, même si le *Jatropha curcas* pousse sur les sols pauvres et résiste à la sécheresse, des études montrent qu'une bonne productivité exige une meilleure fertilisation durant les deux premières années de l'installation. Et on constate que dans les conditions marginales, la culture produit des quantités réduites des graines non commercialisables. Ces observations montrent, quoi que considéré comme une culture pro-pauvre, miser sur le *Jatropha curcas* nécessite un bon encadrement technique et un appui financier pour avoir des meilleurs rendements au niveau des petits producteurs. Si l'état sénégalais veut développer l'agroénergie pour faciliter l'accès à l'énergie, elle devrait se focaliser sur la satisfaction des besoins locaux et nationaux en huile et/ou en biodiesel à partir des processus décentralisés de transformation locale des graines de *Jatropha* pour créer plus de valeur ajoutée locale. Et non se focaliser sur la filière d'exportation pour fournir le biodiesel aux pays développés car cette orientation peut avoir des effets néfastes sur les questions foncières voire la sécurité alimentaire des ménages. Ainsi, le développement de cette culture nécessite une réforme agraire qui protège les terres rurales afin d'éviter l'accaparement des terres agricoles dû à l'implantation des multinationales qui ne veulent qu'alimenter les pays du Nord en biodiesel comme c'est le cas avec l'huile de palme.